

ET APRES LA CRISE ?

Ici même, en février dernier, nous nous interrogeons si, à défaut d'être la solution, l'économie d'intérêt général devait et pouvait contribuer à la résolution de la crise ? Nous ajoutions que la réponse, c'est-à-dire le remède, dépendait essentiellement du diagnostic : la crise économique était-elle la conséquence de la seule crise financière, qui aurait été, elle-même, engendrée par les subprimes américaines, ou n'était-elle pas plutôt la conséquence logique, depuis longtemps annoncée par les adversaires du libéralisme, d'une économie sans morale et sans contrôle, sans autre logique que celle de la rentabilité financière à court terme, quel qu'en soit le coût social et économique ? Si oui, les subprimes n'auraient-elles été qu'un facteur d'accélération de la faillite d'un modèle devenu fou ? Nous affirmions que si cette hypothèse était la bonne, alors les solutions décidées par le G 20 et les plans nationaux de relance auraient la même efficacité qu'une « rustine pour sauver le Titanic ». Nous écrivions que l'erreur historique des gouvernants – dont la crise avait révélé les limites du pouvoir réel – était de croire que l'injection massive de capitaux dans les banques ou l'industrie automobile allait permettre le retour à la situation *ante*, alors que l'issue était à rechercher dans l'édification d'un modèle fondé sur l'économie des besoins et respectueux des ressources de la planète.

Où en sommes-nous aujourd'hui ? La bourse a provisoirement reconquis une partie du terrain, les PIB français et allemand sont repartis à la hausse, les ventes de voitures ont repris, artificiellement « boostées », il est vrai, par la prime à la casse,... Le scénario de 1929 s'est apparemment éloigné. Pourtant de nombreux sujets d'inquiétude demeurent : l'emploi continue de se dégrader (Le directeur général du FMI nous annonce même « une reprise... sans emplois »), le désendettement des ménages marque le pas, les banques manquent de fonds propres, alors que la purge de leurs actifs douteux se poursuit, sans qu'on en connaisse le montant,... Tout le monde s'accorde aujourd'hui pour admettre que le rétablissement prendra beaucoup de temps et que le risque de rechute ne peut pas être sérieusement écarté. Comme l'écrivait récemment, dans *Le Monde*, Martin Wolf, à propos du système financier : « *La probabilité de dérapages à plus ou moins long terme est proche de 100 %* »... « *De même que la probabilité d'assister à de nouvelles hausses du chômage* ». Et de conclure : « *Ceux qui espèrent un retour à la normale telle qu'on la connaissait en 2006 sont de doux rêveurs* ».

Si à quelque chose malheur est bon, la leçon a-t-elle été comprise ? Les efforts actuels visent-ils à autre chose qu'à préserver, à tout prix, le modèle dominant ? Les forces du conservatisme ne réduisent-elles à néant les tentatives de promouvoir une économie plus stable, parce que plus juste ? (La guerre, à la fois idéologique et économique, provoquée par le projet de réforme de l'assurance maladie aux Etats-Unis en dit long sur la détermination des partisans du *statu quo*).

De leur côté, les tenants de l'économie d'intérêt général, qu'elle soit sociale ou publique, ont-ils pris l'exacte mesure des enjeux ? Leur volonté de mettre à profit la crise pour démontrer la supériorité de leur modèle économique et social est-elle suffisamment affirmée ? Leur capacité à s'exprimer d'une même voix et à agir ensemble est-elle réelle ?

Le CIRIEC continuera, par la recherche et l'information, à tenter d'apporter des réponses à ces interrogations.



Alain Arnaud
Président



Marcel Caballero
Vice-président

ACTUALITE

LES ASSOCIATIONS FACE A LA CRISE

Alors que l'économie mondiale est sérieusement ébranlée par la crise, le secteur associatif n'est pas épargné par les difficultés. C'est ce que démontre la nouvelle étude de *Recherches & Solidarités*. Dans le cadre de ses enquêtes annuelles, *Recherches & Solidarités* a interrogé 2.152 responsables dirigeants associatifs, ainsi que 4.780 bénévoles, entre le 10 mars et le 9 avril 2009, pour évaluer les premières difficultés qu'ils rencontrent, en lien avec la crise financière et économique.

<http://www.recherches-solidarites.org>
Source : www.associatis.com

L'ESS, UNE REPONSE A LA CRISE

Dans la perspective d'élaborer un livre blanc à paraître à l'automne 2009 sur «**l'économie sociale et solidaire, une réponse entrepreneuriale et politique face à la crise**», un premier texte d'orientation est paru. Les initiateurs de ce projet, Claude Alphandery, président du CNAIE (Conseil national de l'insertion par l'activité économique) en collaboration avec Laurent Fraisse du CRIDA (Centre de recherche et d'information sur la démocratie et l'autonomie) et Tarik Ghezali, souhaitent, à travers ce livre blanc, *développer un langage de la preuve démontrant l'utilité de l'économie sociale et solidaire, sa spécificité et sa pertinence face à la crise.*

laurent.fraisse@lise.cnrs.fr ; tghezali@yahoo.fr
Source : www.cides.chorum.fr

Les mutuelles de la fonction publique resserrent leurs liens

En raison de la réforme de l'Etat et de la procédure de référencement des opérateurs de protection sociale complémentaire au sein des ministères, les principales mutuelles de la fonction publique ont décidé de former une union de groupes d'ici la fin de l'année, qui devrait réunir près de quatre millions de cotisants. Une charte définissant ces engagements a été adoptée par la Mutualité fonction publique (MFP), qui souhaite donc trouver, à travers cette union, « *des solutions de coopération et de synergies possibles pour régler les problématiques liées à l'évolution des champs professionnels* ».

La MFP cherche également à modifier sa politique de conventionnement des professionnels de santé afin de « *dépasser les accords tarifaires et s'orienter vers des critères qualitatifs* ».

(Argus de l'assurance du 17 juillet)

MFP Services et CNP Assurances prolongent leur alliance

Alors que leur partenariat expirait à fin 2008, CNP Assurances et MFP Services (à travers leurs deux filiales MFPrévoyance SA et MFPrima) ont annoncé son prolongement jusqu'au 31 décembre 2013.

Les deux partenaires se donnent comme objectifs le développement d'une offre de produits et services en prévoyance, ainsi que l'assurance de la pérennité de leurs actions communes.

Espagne : UN CADRE LEGAL POUR L'ECONOMIE SOCIALE

A l'exception de la Belgique où la Wallonie dispose d'un décret donnant un cadre réglementaire à l'économie sociale, il n'existe aucune législation nationale dans ce domaine. L'Espagne pourrait être le premier pays européen à se doter d'une loi-cadre. Une proposition dans ce sens a été faite, début 2009, par la Confédération espagnole des entreprises de l'économie sociale.

Le CIRIEC-Espagne a, de son côté, animé un groupe de travail chargé, avec le soutien du ministère du travail et de l'immigration, de préparer un projet de loi. Présidé par José Luis Monzon, président du CIRIEC Espagne, ce groupe vient de finaliser un texte qui permettra à la Confédération espagnole des entreprises de l'économie sociale d'établir un projet définitif définissant les fondements de l'économie sociale et les différentes entités qui la composent.

LES COOPERATIVES S'AFFICHENT

The Co-opérative Group, la plus grande coopérative de consommateurs au Royaume Uni, a lancé une campagne de publicité afin de relancer son image sur le thème « The co-opérative good for everyone » (La coopérative bonne pour tous). Budget: 10 millions de livres sterling, soit près de 11,4 millions d'euros! Une campagne qui fait parler d'elle puisqu'elle emprunte la célèbre chanson de Bob Dylan «Blowin' in the Wind ». Le lancement officiel a eu lieu le 16 février dernier à la télévision britannique, en « *access prime time* », dans sa version longue qui est également diffusée au cinéma.

Le spot est le début d'une longue campagne dont l'objectif est de réhabiliter aux yeux du public la plus grande coopérative du pays, née il y a 160 ans, avec ses 2,5 millions de membres et ses 87 000 salariés.

www.co-operative.coop

Source : La lettre de l'ESS n°1337

TRAVAUX DU CIRIEC

2^{ème} CONFERENCE MONDIALE DE RECHERCHE EN ECONOMIE SOCIALE

La deuxième Conférence mondiale de recherche en économie sociale se tiendra à Ostersund (Suède), les 1 et 2 octobre 2009. Son thème général : « L'économie sociale dans un monde en crise » autour duquel s'organiseront de nombreux ateliers thématiques : le capital social, les nouvelles politiques publiques face à la crise, la gouvernance, la création d'emploi.

Les organisateurs locaux sont le CIRIEC-Scandinavie et la Mid-Sweden University.

Une conférence mondiale est organisée tous les deux ans, dans l'intervalle des congrès. La prochaine se déroulera en Espagne, en 2011

http://socek.se/ciriec_research_2009

28ème CONGRES INTERNATIONAL DU CIRIEC

Berlin (16-19 mai 2010)

Le prochain congrès du CIRIEC portera sur le thème "**L'économie publique et sociale dans la crise économique : support au développement durable**". Il se tiendra au Berliner Congress Center, à proximité de l'Alexanderplatz. Il démarrera le dimanche 16 mai 2010 et les sessions se dérouleront sur deux jours, le mercredi matin 19 mai sera consacré à la visite d'entreprises afin d'illustrer les thèmes traités lors du Congrès.

Des séances plénières encadreront le Congrès en offrant des discussions sur l'économie publique et sociale dans la crise financière, les perspectives en matière d'emploi et les valeurs et éthique pour un développement soutenable. Les travaux en ateliers traiteront de l'économie publique et sociale notamment sous l'angle de son financement, comme facteur de stabilisation du marché de l'emploi, comme partenaire d'un développement environnemental durable, ainsi que ses responsabilités en matière de formation et d'éducation.

Recherche « ECONOMIE SOCIALE ET POLITIQUES PUBLIQUES »

Lors de sa dernière réunion, les 20 et 21 avril dernier à Paris, la Commission scientifique « Economie sociale et coopérative » a poursuivi son travail sur le thème « **Economie sociale et politiques publiques** ». De nouvelles contributions ont encore été annoncées par certains participants (Danemark, Italie,...). Les coordinateurs de la recherche, Danièle Demoustier (CIRIEC-France) et Rafael Chaves (CIRIEC-Espagne) ont décidé de réunir tous les contributeurs à l'occasion de la prochaine rencontre programmée en marge de la conférence d'Östersund, en octobre 2009.

A partir du large éventail de textes reçus et discutés à ce jour, une première ébauche de structure de publication sera élaborée.

Séminaire « LES SERVICES PUBLICS LOCAUX », Pavie (16-17 avril 2009)

Dans le cadre des travaux de la Commission scientifique internationale "Services publics/ Entreprises publiques", s'est tenu à l'Université de Pavie un séminaire de discussion interne sur le thème "**Les services d'intérêt économique général en Europe : les cas du transport public local, de l'eau et des déchets**".

Les sessions de travail étaient organisées en trois ateliers consacrés aux trois secteurs couverts, avec une mise en perspective au niveau du droit communautaire. Les 15 contributions recueillies dans 7 pays (Autriche, Belgique, Canada, Espagne, France, Italie, Suède) ont été présentées et discutées par une cinquantaine de participants dont des chercheurs d'Algérie et du Nigeria.

Les études nationales seront publiées dans la collection de Working Papers du CIRIEC.

Suite de la recherche sur "LES SERVICES PUBLICS LOCAUX »

La Commission scientifique "Services publics / Entreprises publiques" travaille depuis plusieurs mois sur « **Les services publics locaux au travers des secteurs du transport public local, de l'eau et des déchets** ». L'objectif est d'étudier la fourniture de ces services et les derniers développements en matière de gouvernance des entreprises qui en sont chargées. Dans un premier temps, des études par secteur ont été réalisées au niveau national (en prenant 2-3 villes comme études de cas) et dont les résultats viennent d'être présentés. Des contributions additionnelles sont encore les bienvenues.

Dans un deuxième temps (fin 2009-2010), en se basant sur ces études, une analyse comparative approfondie de certaines questions thématiques sera effectuée, comme, par exemple, les nouveaux défis qui se posent aux services publics locaux.

Conférence internationale « L'ECONOMIE SOCIALE ET L'ENTREPRISE SOCIALE » (Prague, 16 au 18 avril 2009)

Grâce à une étroite collaboration avec le CIRIEC-Espagne et le CIRIEC-France, le CIRIEC international a participé activement à la conférence européenne organisée sous la Présidence tchèque de l'Union européenne. L'atelier animé par Marcel Caballero (CIRIEC-France) et José Luis Monzon (CIRIEC-Espagne), portant sur "**Les infrastructures optimales pour le soutien et le développement de l'Economie Sociale**", a présenté les supports techniques, financiers et de formation, ainsi que les politiques publiques à l'égard du secteur de l'économie sociale, dans différents pays et au plan européen. Quatre autres ateliers se sont centrés sur des problématiques comme les relations entre coopératives et syndicats, les institutions financières dans l'économie sociale et la responsabilité sociale des entreprises, les services d'intérêt général et le logement. Leurs contributions et analyses comparatives ont été très appréciées et ont contribué à une meilleure connaissance et reconnaissance de l'Economie sociale dans les nouveaux pays de l'Union européenne ainsi qu'à la confirmation des enjeux actuels et futurs pour son développement.

A la demande de la Présidence suédoise, la 2ème Conférence de recherche en Economie sociale, les 1 et 2 octobre prochains à Östersund, accueillera une session dédiée au suivi des conclusions de Prague en attendant la prochaine conférence coorganisée par le Gouvernement espagnol et le CIRIEC Espagne qui se tiendra à Toledo, au printemps 2010.

Pour plus de détails sur la conférence de Prague et ses conclusions :
<http://www.seconference.cz>

Réseau « EDUCATION ET SOLIDARITE »

Le CIRIEC a travaillé sur l'implication des enseignants dans les mutuelles de santé, à la demande du réseau "Education & Solidarité" dont les membres fondateurs sont l'Association Internationale de la Mutualité, la Mutuelle Générale de l'Education Nationale et l'Internationale de l'Education et dont l'objectif est de développer les systèmes de protection sociale solidaire aux quatre coins du monde (<http://www.educationsolidarite.org/>).

Le CIRIEC avait pour mission de dresser un premier inventaire des mutuelles de santé initiées par ou pour les enseignants, au niveau mondial. Les résultats de cette étude ont été présentés lors du lancement du réseau, les 14-15 mai 2009, à Paris : (<http://www.educationsolidarite.org/international-conference.html>)

Cette conférence a remporté un franc succès puisqu'elle a rassemblé 260 participants représentant 120 organisations, provenant d'une soixantaine de pays. A l'issue de la conférence, 60 organisations de 45 pays de tous les continents ont confirmé leur intention d'adhérer au réseau.

ANNALES DE L'ECONOMIE SOCIALE, PUBLIQUE ET COOPERATIVE

Le dernier numéro des *Annales* (vol 80, n°2 – juin 2009) est essentiellement consacré à l'économie sociale (<http://www3.interscience.wiley.com/journal/118523029/home?CRETRY=1&SRETRY=0>). Il propose une sélection de papiers présentés à Victoria (Canada) lors de la 1ère conférence mondiale de recherche sur l'économie sociale. Le thème général de la conférence était "**Bâtir les communautés: L'économie sociale dans un monde en mouvement**" (<http://conference.se-es.ca/>).

SEMINAIRE INTERNATIONAL DU CIRIEC-ARGENTINE

Pour la première fois, une réunion internationale du CIRIEC se tiendra en Argentine (Buenos Aires), à l'invitation de la section nationale. Le 15 octobre 2009 sera consacré à un séminaire international sur le thème : "**L'économie sociale face à la crise économique et financière globale**".

Le vendredi 16 octobre se réunira le Praesidium du CIRIEC ouvert à tous les membres du Conseil international. (La prochaine réunion du Conseil international est programmée pour début 2010, à Linz, Autriche).

PRIX EDGARD MILHAUD

. *Titulaire de la chaire d'économie politique de l'Université de Genève, depuis 1902, et fondateur en 1908 de la revue « Les Annales de l'économie collective », Edgard Milhaud, par ses écrits et son activité au Bureau International du Travail (B.I.T.), vise une meilleure organisation économique et sociale du monde pour y assurer une paix durable.*

A 75 ans, Edgard Milhaud souhaite assurer la pérennité de la revue scientifique. C'est avec l'aide active d'amis suisses qu'en 1947, il constitua le CIRIEC, centre de recherche et d'information, qui aurait qualité pour entreprendre des enquêtes en divers pays. Il rêve même de la possibilité d'une évolution vers une association internationale non gouvernementale pour y débattre librement des questions socio-économiques, à l'instar de l'Association internationale pour le progrès social, créée en marge du B.I.T.

Pour commémorer son fondateur, le Centre International de Recherches et d'Information sur l'Economie Publique, Sociale et Coopérative (CIRIEC) instaure le Prix bisannuel international "Edgard Milhaud", conformément à la décision prise par son Conseil international le 5 décembre 2008. Le Prix "Edgard Milhaud" vise à encourager et récompenser le travail d'un(e) jeune chercheur/se ou expert(e) sur une question d'intérêt pour le CIRIEC, en liaison avec le thème de ses congrès bisannuels. La finalité du Prix est d'inciter des jeunes à s'impliquer activement dans le CIRIEC et/ou à s'intéresser aux secteurs et activités, objets d'étude du CIRIEC.

Le CIRIEC s'intéresse aux secteurs économiques et activités orientés vers le service de l'intérêt général et collectif :

- l'action de l'Etat et des pouvoirs publics régionaux et locaux dans les domaines économiques (politique économique, régulation) ;
- les services publics, les services d'intérêt général ainsi que les entreprises publiques et mixtes aux niveaux national, régional et local ;
- l'économie sociale : coopératives, mutuelles et associations sans but lucratif, ...

Pour l'édition 2010, le thème du Prix est **« L'économie publique et sociale dans la crise économique : support au développement durable »**.

- Le Prix s'adresse à de jeunes chercheurs (moins de 30 ans au 1^{er} janvier 2010) ayant réalisé récemment une thèse ou un travail de troisième cycle en liaison avec le thème proposé. De plus, les candidats doivent marquer leur intérêt aux activités du CIRIEC en exposant quelle contribution ils pourraient apporter en vue d'enrichir les travaux du CIRIEC.
- Les critères de sélection sont :
 - qualité scientifique
 - pertinence et retombées sociétales.
- Les candidats seront proposés par les sections nationales et/ou des membres du CIRIEC.
- Une présélection sera effectuée par chaque section nationale du CIRIEC pour des candidats à leur échelon national. Chaque section ou membre du CIRIEC peut proposer au maximum 2 candidats par pays.
- **Les propositions doivent être adressées au CIRIEC-France pour le 30 novembre 2009, au plus tard. (info@ciriec-france.org)**
- Elles devront inclure une lettre de motivation et un *curriculum vitae* du candidat. Le CV doit mettre en avant les récentes réalisations du candidat. Par ailleurs, une copie du travail du candidat doit être jointe pour une évaluation.
- Un résumé de 10 pages doit être fourni en anglais.

Le Prix est attribué tous les deux ans, à l'occasion des congrès du CIRIEC. Le lauréat se verra décerner un prix de 10.000 euros en 2010.

La remise du Prix se fera lors de la séance de clôture du Congrès international, le 18 mai 2010 à Berlin.

VOUS SOUHAITEZ PUBLIER ? LE CIRIEC VOUS ATTEND

La collection du CIRIEC chez l'éditeur Peter Lang : "**Economie sociale & Economie publique**", dont les directeurs sont les professeurs [Benoît Lévesque](#) et [Bernard Thiry](#), rassemble des ouvrages proposant, dans une perspective internationale, des analyses des organisations et des activités économiques orientées vers l'intérêt général et l'intérêt collectif.

La collection se veut un nouveau vecteur de diffusion et de valorisation d'une activité scientifique grandissante dans une approche pluridisciplinaire. La collection permet de publier des ouvrages réalisés par les membres du réseau du CIRIEC, mais est également ouverte à des personnes extérieures à ce réseau. <http://www.peterlang.com/Index.cfm?vLang=E&vSiteID=&vSiteName=SearchSeriesResult%2Ecfm&VSERIESID=ESEP&>.

Toute proposition d'ouvrage est à envoyer au secrétariat du CIRIEC (ciriec@ulg.ac.be).

A LIRE

RELATIONS ETAT – ASSOCIATIONS AU ROYAUME UNI

A l'occasion de ses 90 ans, le NCVO (National Council for Voluntary Organizations) a publié un rapport analysant les tendances actuelles des relations de financement entre l'Etat et le secteur associatif.

S'appuyant sur des données statistiques, le rapport revient particulièrement sur ces vingt dernières années, pendant lesquelles le secteur associatif a acquis un poids économique et social important au Royaume-Uni et son revenu n'a cessé de croître. Le rapport insiste cependant sur plusieurs points problématiques.

Les financements versés aux associations ne représentent qu'une partie infime des dépenses étatiques versées aux services publics. Malgré leur augmentation, les financements publics n'ont pas été à la hauteur de l'évolution rapide du secteur associatif et se structurent autour de deux tendances majeures. **75% des organisations**, souvent de petite taille, **ne reçoivent aucun financement public**, alors qu'une autre partie du secteur associatif, organisations de taille moyenne ou grande, est largement financée par l'Etat. Ainsi, **75% des financements publics sont versés à de grandes organisations**, et les organisations de taille moyenne apparaissent comme les plus dépendantes des financements publics.

De plus, les financements varient largement en fonction de la situation géographique et des politiques locales, alors que les financements étrangers, en particulier européens, ont largement baissé. Le rapport indique également que le type de relations a évolué, passant de plus en plus d'une logique de subvention à une logique contractuelle. Le rapport souligne les enjeux principaux du financement public à destination du « tiers secteur », à savoir **le changement des relations entre Etat et secteur associatif**, et **la dépendance de certaines associations à ses financements**. Il conclue sur l'importance de ce rapport comme étape vers une réflexion contribuant à l'amélioration de la vie des citoyens et des usagers des services publics.

info@cpc.a.asso.fr

AGENDA

29ème Rencontre Nationale du Crédit Coopératif « Quand la mer se retire, que voit-on de l'économie sociale ? »

Jeudi 8 octobre 2009 - Hôtel Méridien Étoile, Paris 17°

« *C'est quand la mer se retire qu'on voit ceux qui se baignent nus* » : avec la crise financière, et économique, cette formule de Warren Buffet prend tout son sens. Les plus grands se sont révélés exposés et en décalage complet avec les attentes de ceux qui espèrent une économie plus juste, une finance plus « patiente », plus dans le « vrai ». Une économie humaine, au sens de MyCoop.coop, le réseau des acteurs de l'économie humaine, lancé à l'initiative du Crédit Coopératif.

La mer se retire ... et la crise nous laisse avec une question essentielle, dans tous les sens du terme : celle du sens, sens de la finance, de l'argent, de la croissance (celle des pays du Nord et, celle, remise en cause, des pays émergents), sens de la vie avec le réchauffement climatique qui conditionne l'avenir de la planète. Qu'est-ce que le bonheur ? Comment le mesure-t-on ? Peut-on l'évaluer ? Les indicateurs de performance préconisés par le rapport de la Commission Stiglitz vont-ils nous éclairer ? Une économie au service de l'Homme ? Peut-être est-ce plus facile à proclamer qu'à définir, et encore plus à faire vivre !

Et l'économie sociale ? Se baigne-telle toute nue ? Quelle est sa contribution, sa responsabilité, dans la recherche du bonheur ? Quel est l'humanisme de l'économie sociale ? Si notre responsabilité relève d'une logique de décision, de choix entre différents ordres (économique, moral, éthique), quelle est notre responsabilité spécifique, ou notre façon spécifique d'exercer notre responsabilité dans cette recherche du bonheur et d'équilibre entre les ordres ? Quelle est notre responsabilité individuelle ? Notre responsabilité collective ? Quels moyens mettons-nous au service de notre vision de l'entreprise (éthique, citoyenne), de la société, du bonheur ? Quels rapports organisons-nous, personnellement et collectivement, entre nos « parties prenantes » et entre économie, morale et politique ?

Le paléanthropologue Pascal Picq et le philosophe et sociologue Gilles Lipovetsky introduiront cette matinée. Patrick Doutreligne, délégué général de la Fondation Abbé Pierre, Philippe Lemoine, Président Directeur Général de LaSer (Lafayette services) et Président de la FING (Fondation Internet Nouvelle Génération), Françoise Nyssen, Présidente du Directoire d'Actes Sud, Nadine Richez-Battesti, du laboratoire d'Économie et de Sociologie du Travail de l'université d'Aix – Marseille et Jean-Etienne Chapron, Rapporteur Général de la Commission Stiglitz, seront également présents pour mettre en perspective ces questions.

À partir de 15 heures : « **Conjoncture économique et marchés financiers : perspectives 2010** ». Présentée par Pierre Valentin, Directeur Général Délégué chargé des finances au Groupe Crédit Coopératif, et Christophe Couturier, Directeur Général d'Ecofi Investissements.

Information / inscription : Groupe Crédit Coopératif

Direction Prospective Stratégique, Vie Coopérative et Communication 72, avenue de la Liberté - BP 211 - 92002 Nanterre Cedex
Tél : 01 47 24 85 95 - Fax : 01 47 24 87 67 www.credit-cooperatif.coop

Autour d'un café « [Economie sociale : les enjeux transversaux](#) ». Petit-déjeuner organisé par la Confédération FO, avec la participation de Brigitte Lesot, directrice générale de Chorum-Cides.

Rassembler ce qui est épars, pourrait être le titre de la rencontre. Face aux mutations législatives et économiques, les acteurs de l'économie sociale doivent se rassembler, mutualiser leurs moyens pour développer des synergies leur permettant d'être opérationnels. Comment aborder cette démarche ? Quels en sont les enjeux ? Comment créer des leviers pour être plus performants ? Paris, 13 octobre 2009, de 8h30 à 10h30. bnoulin@force-ouvriere.fr

LE MOIS DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Un événement de la Conférence Nationale des Chambres Régionales de l'Economie Sociale (CNCRES) : « **Sociale et solidaire, l'économie qui sait où elle va** ». Tel est le message de cette nouvelle édition du « Mois de l'économie sociale » qui se veut la vitrine de la diversité et de la vitalité de ses composantes.

Un programme de manifestations, en novembre 2009, vise à :

- *Sensibiliser et informer* : améliorer la notoriété / visibilité de l'économie sociale et solidaire auprès du grand public, des institutions, des entreprises et des journalistes.
- *Valoriser et mobiliser* : fédérer, faire se rencontrer les acteurs de l'ESS et renforcer leur sentiment d'appartenance au secteur.

www.lemois-ess.org

ASSOCIATIONS ET POLITIQUES PUBLIQUES

15 et 16 octobre 2009, parvis de l'Hôtel de Ville de Paris

Dans le cadre du mois de la vitalité associative et citoyenne, la Mairie de Paris organise les Rencontres de la vie associative et citoyenne, deux jours de conférences et de débats destinés aux dirigeants et responsables associatifs sur le thème « **Associations et politiques publiques** ».

Quatre conférences et huit ateliers/débats sont proposés pendant ces deux jours.

www.associations.paris.fr

AUTRES RENDEZ-VOUS

Petit déjeuner « [Rapport de la commission Stiglitz, Sen, Fitoussi](#) » organisé par le CEGES et le Club de l'Economie Sociale. Paris, 22 septembre 2009. <http://www.ceges.org>

Commission scientifique internationale du CIRIEC « [Economie sociale et coopérative](#) ». Östersund (Suède), 3 octobre 2009.

Séminaire d'étude « [L'économie sociale en Europe : quelle reconnaissance et quelles évolutions au niveau européen ?](#) » organisé par CHORUM. Bruxelles, 20 et 21 octobre 2009. brigitte.lesot@chorum.fr

Colloque européen « [Construire des villes européennes durables](#) » organisé par l'ICOSI et POUR LA SOLIDARITE. Paris, 30 octobre 2009. info@icosi.org

Université du CJDES « [L'argent, une valeur sans valeurs](#) », organisée en partenariat avec Sciences Po Lille. Lille, 5 et 6 octobre 2009. www.cjdes.org

4èmes Rencontres de l'économie sociale et solidaire « [Face à la crise, l'ESS a l'initiative](#) » organisées par la Ligue de l'Enseignement et la CRES Champagne-Ardenne. Revin, 23 – 24 octobre 2009. T : [03 24 33 85 85](tel:0324338585)

2^{ème} Symposium international du CIRIEC-Venezuela « [State – social economy organizations relationships](#) ». Barquisimeto / Venezuela, 5 au 7 novembre 2009. www.ciriec.ula.ve

4èmes Rencontres du Mont-Blanc (Forum international des dirigeants de l'économie sociale) « [Comment nourrir la planète ? Quel rôle pour l'économie sociale ?](#) » Chamonix, 9 et 10 novembre 2009. www.rencontres-montblanc.coop

Commission scientifique internationale du CIRIEC « [Services publics /entreprises publiques](#) ». Paris, 20 novembre 2009.

Colloque de l'IFSAM « [United nations of the academies of management](#) ». Un atelier « [Corporate democracy and performance](#) » sera consacré aux coopératives et mutuelles. Paris, 8 au 10 juillet 2010. (Date limite pour proposer une communication : fin décembre 2009). www.ifsam2010.org

ADHESION AU CIRIEC-FRANCE

Association sans but lucratif
le CIRIEC-France est composé d'adhérents
personnes morales et personnes physiques
intéressées par la recherche et l'information
sur l'économie publique, l'économie sociale et les institutions paritaires.

Informations-adhésions : info@ciriec-france.org

Si vous souhaitez contribuer à alimenter les *Brèves* : marcel.caballero@club-internet.fr

CENTRE INTERNATIONAL DE RECHERCHE ET D'INFORMATION
SUR L'ECONOMIE PUBLIQUE, SOCIALE ET COOPERATIVE

CIRIEC-France

7 passage Tenaille – F – 75014 Paris

Téléphone : 33 (0) 1 40 52 85 49 - Courriel : info@ciriec-france.org

www.ciriec-france.org